



Édito

LA VIOLENCE: UNE SOLUTION EN AMONT OU EN AVAL?

La violence, on ne cesse d'en parler et de la combattre... On ne cesse pas non plus de l'alimenter. Et le sécuritaire ne sera qu'une spirale sans fin, nourrissant la peur qui en est un des ressorts. Ni les détecteurs de métaux, ni les caméras de surveillance, ni une police renforcée n'apporteront la solution à notre société malade de sa violence. Il faut aller à la source.

Il y a de la violence en chacun de nous et, un peu comme le cholestérol, de la bonne - une certaine combativité - et de la mauvaise. C'est cette dernière qui est réveillée par celle qui en

ment pédagogique et humain, et de dévaloriser la fonction enseignante - on y a parfois été très fort en Belgique -, on finit par casser l'outil. Comment s'étonner alors que la violence gagne du terrain?

Charles DELHEZ



d'éthique en France.

Pourquoi les religions s'intéressent-elles tellement aux questions touchant à la sexualité?

Pour les mêmes raisons que tout le monde : la sexualité est fascinante et énigmatique. Les femmes et les hommes s'attirent et se blessent. La passion, qu'elle soit d'amour ou de possession, les emporte vers le bonheur ou le malheur, vers la joie ou la jalousie. Pour survivre, toutes les sociétés ont voulu canaliser cette violence : d'ou des interdits, des règles. Mais elles ont voulu aussi y mettre du sens : d'ou des rites, des symboles, pour signifier ensemble sur "ce qui nous dépasse toujours". Ainsi surgit le "sacré", que les anthropologues et les historiens rencontrent partout, et que les sages et les philosophes méditent toujours. Une religion s'intéresse à la sexualité comme elle s'intéresse à la mort, à la génération, à la vie.

Que défend l'Église catholique à travers ses prises de position si contestées?

L'Église est d'abord là pour annoncer. Annoncer la bonne nouvelle de l'Évangile, qui montre que la sexualité est bonne, voulue et bénie par Dieu, qu'elle est orientée vers une alliance d'amour entre l'homme et la femme, un vrai chemin pour qu'ils s'accomplissent. Si cette alliance comporte des règles, elle est avant tout une bénédiction, un don, une promesse de vie et de bonheur. Comme les prophètes, l'Église doit parfois dénoncer : entre autres, le mensonge qui s'introduit quand, au lieu de s'ouvrir à l'autre, ces relations vitales se centrent sur le plaisir, la possession, la consommation. Cette tentation est spécialement forte aujourd'hui : culte de la réussite individuelle, du bonheur facile, du plaisir immédiat, de l'argent. Si l'Église défend ici une cause, c'est celle de l'humain.

Ces prises de position sont-elles en contradiction avec la liberté de conscience?

Un chemin comporte toujours des balises et parfois des barrières de sécurité. Ce n'est pas un interdit de circuler ! Le dynamisme de l'amour lance le chrétien dans un chemin de vraie liberté. Ces repères, s'ils le dérangent, peuvent aussi éveiller ou réveiller sa conscience. Il s'agit d'essayer de les comprendre avec intelligence et dans un esprit fraternel.

Propos recueillis par P. Chevallier

Avec l'aimable autorisation de "Croire aujourd'hui" (édition du 10 janvier 2007, p.14)



ÉTATS-UNIS

Vers un changement de cap ?

Après la défaite électorale des Républicains le 7 novembre dernier, quelles seront les conséquences sur le cours de la politique extérieure des États-Unis ? Pour Bernard Adam, directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), certains signes tendent à montrer que des changements pourraient survenir.

les États-Unis repositionnent leurs relations internationales dans un cadre davantage multilatéral et moins militaire.

Un troisième signe, enfin, est le retrait de John Bolton comme ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies. Totalement opposé au multilatéralisme, au

tration américaine. C'est l'opposé des concepts néo-conservateurs qui est proposé : la diplomatie plutôt que la force militaire, le multilatéralisme plutôt que l'unilatéralisme. Un désengagement militaire progressif de l'Irak est proposé, ainsi qu'une coopération avec tous les États de la région, y compris par un dialogue avec la Syrie et l'Iran. Mais, ajoute le rapport, il n'y aura pas de stabilité régionale, si on n'inclut pas la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien.

Comment ce programme est-il accueilli ?

Aux États-Unis et dans le monde, les sceptiques relèvent qu'il s'agit d'un catalogue de bonnes intentions impossible à mettre en œuvre par le président Bush, qui a défendu jusqu'à présent une politique diamétralement opposée. Il est intéressant de souligner cependant que le nouveau secrétaire à la Défense, Robert Gates, a été l'un des dix membres du groupe Baker-Hamilton et que ses premières déclarations dans ses nouvelles fonctions sont proches des recommandations émises par ses anciens collègues. C'est ainsi que certains observateurs, plus optimistes, considèrent que ces propositions sont la seule voie honorable pour les Américains afin de ne pas s'enliser dans un scénario de type Vietnam. Il s'agit dès lors de trouver une manière de présenter un changement de politique sans que le Président ne perde la face.

Propos recueillis par Pascal ANDRÉ

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité - 33, rue Van Hoorde à 1030 Bruxelles - Tél. : 02/241.84.20 - Fax : 02/245.19.33 - www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Comment expliquez-vous l'échec des Républicains ?

Je pense que cet échec est principalement la conséquence de la politique désastreuse menée en Irak par le président Bush et son administration. Le nombre de soldats américains victimes en Irak n'a effectivement cessé d'augmenter tout au long de la campagne électorale pour atteindre début novembre le chiffre de 2.800 morts (donc davantage que le nombre de morts du 11 septembre 2001) et de 22.000 blessés. En ce qui concerne la population civile irakienne, les données publiées par l'ONU indiquaient plus de 3.000 morts par mois. Et le 21 octobre, le très réputé journal médical britannique "The Lancet" publiait une étude estimant que depuis le début de la guerre en mars 2003, 655.000 personnes étaient décédées des causes de la guerre. Ces chiffres indiquent le degré d'enlèvement et l'échec d'une politique basée sur une méthode illusoire d'usage de la force, prônée par les dirigeants de l'administration américaine proches des "néo-conservateurs".

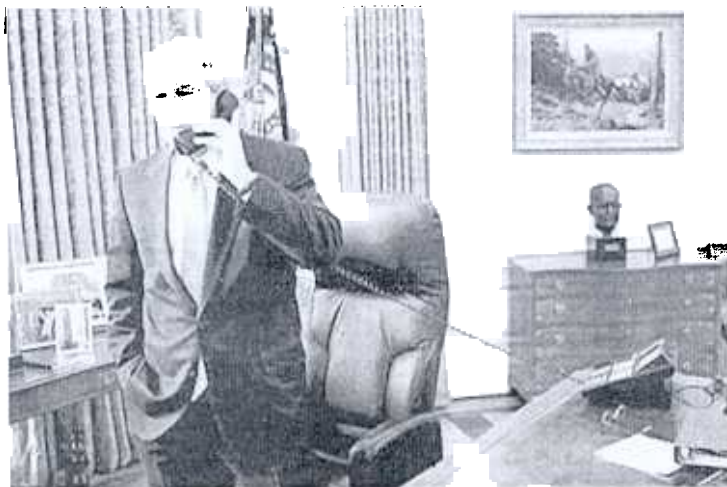
Quelles ont été les principales conséquences de cette défaite électorale ?

Le premier signe de changement a été l'annonce de la démission, le lendemain des élections, du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, l'artisan de la préparation et de l'entrée en guerre en Irak, avec son adjoint le néo-conservateur Paul Wolfowitz qui a quitté ce poste en mars 2005 pour devenir président de la Banque mondiale. Ensemble, ils avaient créé un "Office of Special Plans" chargé de contrer les analyses de la CIA jugée incapable d'apporter des preuves sur les menaces irakiennes. C'est ce bureau qui "fabriquait" de toute pièce les éléments sur les armes de destruction massive et les liens entre Al-Qaïda et Bagdad. À part Kenneth Adelman, il n'y a donc plus de néo-conservateurs dans l'administration américaine. Deuxième signe : le nouveau secrétaire à la Défense, Robert Gates, n'est pas un "faucon" comme son prédécesseur, mais plutôt un "réaliste". Membre de la CIA pendant 27 ans, il est membre de l'"Aspen Institute", regroupant des "centristes" tant démocrates que républicains, un "think tank" qui a présenté des analyses recommandant que

contrôle des armements et au système des Nations Unies, sa présence destructrice à l'ONU a été considérée comme une véritable provocation. Farouche partisan de la guerre en Irak et du concept de guerre préventive, c'est également lui qui plaiderait pour des sanctions contre l'Irak et la Corée du Nord, qui a tout mis en œuvre pour faire échouer les discussions à l'ONU sur les armes légères en 2001 et les armes biologiques en 2002, et qui a signé la même année la lettre indiquant que les États-Unis refusaient la Cour pénale internationale. Il sera intéressant de voir qui George Bush nommera à l'ONU en remplacement de John Bolton.

Faut-il s'attendre à un changement de politique au Moyen-Orient ?

La publication, le 6 décembre dernier, du rapport Baker-Hamilton sur l'Irak laisse en tout cas augurer certains changements. Ce texte a effectivement été d'emblée considéré comme "un cinglant constat d'échec de la politique de George Bush et son administration". Les 79 recommandations émises visent à tenter de faire sortir les Américains du bourbier irakien par une tout autre méthode que celle suivie depuis mars 2003 par l'adminis-



Escalier Bureau of the President of the USA